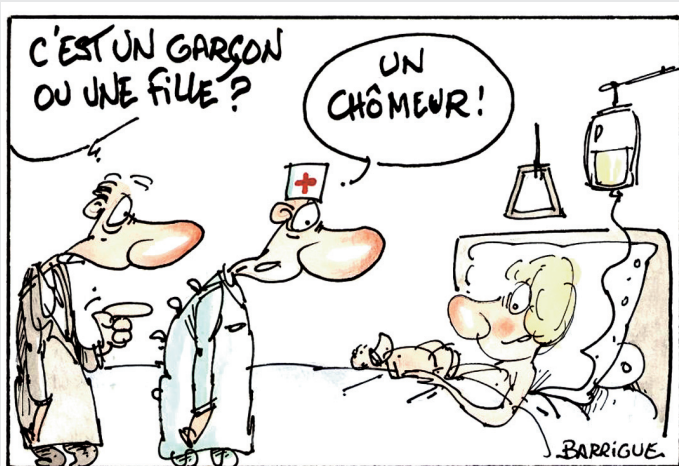


Le 2 septembre 2011 a eu lieu la 1^{re} Journée Suisse de l'Éducation sous le titre «Les associations d'enseignants et les acteurs politiques se parlent». Vous avez pu lire dans les numéros d'Éducateur de l'époque que le SER et ses homologues de la faïtière alémanique de LCH avaient décidé de créer un grand événement national, une sorte de *Landsgemeinde*, au service de la réflexion sur l'école. (cf. www.journee-education.ch).

2e Journée Suisse de l'Éducation

SER

L'éducation et l'économie se parlent



► Encouragées par la réussite de cette première édition, nos deux associations ont décidé de pérenniser la manifestation en la rendant bisannuelle, et donc de mettre sur pied une deuxième Journée suisse de l'éducation.

Comme la première édition avait lieu quelques semaines avant les élections fédérales, la rencontre entre l'enseignement et la politique semblait naturelle. Deux ans plus tard, LCH et le SER ont senti le besoin de créer un espace de débat avec le monde économique.

Le 6 septembre à Berne

Dans les réflexions de la Journée du 2 septembre 2011, la thèse 3, «Recruter les meilleurs pour la profession enseignante», insistait sur l'importance des investissements dans la qualité du personnel enseignant. Pourtant, en matière de recrutement, l'enseignement se trouve en concurrence directe avec l'économie qui, elle aussi, recherche légitimement les meilleurs.

Conscientes du fait que, si la formation ne peut se passer du soutien de l'économie, l'économie a aussi besoin d'une bonne politique de formation et d'un système éducatif efficace, nos deux associations ont eu l'ambition de réaliser une rencontre à la hauteur de la précédente, dotée elle aussi d'un grand rayonnement, et qui mette en présence des ténors de la formation et ceux de l'économie.

Cette deuxième édition va donc mettre les responsables de l'économie et de l'éducation en réseau, promouvoir les innovations et leur mise en œuvre ainsi que le transfert de connaissances entre l'école et l'économie. Réunissant quelque 150 invités parmi lesquels des décideurs de la politique de l'éducation de la Confédération, de celle des cantons, des responsables d'écoles et de Hautes Ecoles pédagogiques, les présidents des 42 organisations membres de LCH

et du SER pour ce qui est du volet de l'éducation, des décideurs (PDG, membres de conseils d'administration) d'entreprises ayant un engagement éducatif, des décideurs en matière de politique de l'éducation issus des associations économiques (niveau national et régional) et des décideurs de fondations proches des milieux d'affaires et mettant l'accent sur la politique d'éducation du côté de l'économie, cette manifestation se déroulera sur le modèle de la première, avec quelques tables rondes, mais aussi et surtout avec un espace de débat permettant à tous les participants de vivre des échanges en groupes restreints.

Cinq thèses de discussion

Ainsi qu'ils l'avaient fait pour la première édition, les responsables de LCH et du SER vont proposer aux participants de réagir sur un certain nombre de thèses de discussion, axées sur le bilan que tout un chacun peut faire des incompréhensions et des attentes qu'ont respectivement l'école et l'économie l'une à l'égard de l'autre.

Au travers de ces thèses, cinq grands questionnements seront proposés à tous les invités, et de nombreuses constatations viendront enrichir le débat:

- **Que doit viser l'école: une formation axée sur des compétences de base nécessaires dans le monde du travail ou une éducation générale pour individus sociables?**
- **Qu'est-ce qui compte le plus: la liberté économique ou la protection des enfants et des jeunes?**
- **Recherche de talents: accès pour tous ou compétition pour les meilleures places?**
- **Dépenser pour la prise en charge des enfants ou pour l'éducation spécialisée, la justice et les services sociaux?**
- **Ecoles élitistes privées et exigeantes pour nantis, à côté d'établissements scolaires publics pour classe moyenne et à faible revenu – ou écoles publiques?**

Les acteurs de l'éducation et ceux de l'économie sont dans une dépendance mutuelle et parfois en conflit d'intérêts. Dans le domaine de la prévention, il y a conflit d'intérêts entre la liberté économique et le travail des écoles pour assurer le bien-être des enfants et des jeunes. Une éducation complète est plus coûteuse qu'une formation axée sur les besoins économiques de l'employabilité. Toutes ces pistes de réflexion sont développées dans les questionnements que contiennent ces thèses, et qui chacune commence par établir un état de situation, avant de poser les interrogations qui pourront faire débat.

N'hésitez pas à consulter ces thèses, illustrées par Barrigüe, sur le site du SER ou sur celui de la Journée suisse.